

Nomination d'un Premier ministre : «C'est un mythe de voir la société civile comme une solution à chaque crise»

Après les déclarations de l'économiste Laurence Tubiana qui se dit prête pour la fonction au nom du Nouveau Front populaire, le sociologue Gautier Pirotte appelle à sortir de l'illusion de la société civile neutre comme un remède au blocage politique actuel.

Une figure de la société civile comme Premier ministre pour sortir du brouillard des négociations ? Tentative encore une fois manquée pour le Nouveau Front populaire (NFP). Lundi soir, le PS annonçait, conjointement avec les communistes et les écologistes, le nom d'une «personnalité de la société civile» en la personne de Laurence Tubiana, directrice de la Fondation européenne pour le climat et architecte de l'accord de Paris sur le climat. Le lendemain, Manuel Bompard, coordinateur de La France insoumise, rejetait l'offre, conformément à leur posture d'exclure «toute candidature extérieure».

Depuis, la déclaration de Laurence Tubiana se disant prête à «l'engagement» et le souhait d'Olivier Faure de trancher par un vote des députés ont relancé la piste d'une personnalité de la société civile à Matignon. Pour Gautier Pirotte, sociologue et professeur à l'université de Liège et auteur de la Notion de société civile (éditions La Découverte, 2008), ce cas illustre la différence de compréhension de cette notion au sein du NFP et prévient qu'il serait une erreur de considérer que les personnes de la société civile sont des figures neutres qui peuvent résoudre chaque crise politique.

Avec Laurence Tubiana et Laurent Berger avant elle, plusieurs personnalités de la société civile ont été imaginées ou proposées au poste de Premier ministre par le Nouveau Front populaire. Qu'est-ce que ça vous inspire ?

Le NFP ne parvient pas à se mettre d'accord alors on se dit qu'il y a bien quelqu'un en dehors des partis qui pourrait faire l'unanimité par son aura, son expertise, ses qualités de gestionnaire et de meneur. On est vraiment dans une lecture très instrumentalisée de la notion de société civile, où il s'agit surtout d'aller chercher des forces que l'on espère neutres, en dehors du carcan politique, pour en faire une sorte d'arbitre. Mais on voit bien que ce n'est vraiment pas évident. Le dernier cas de figure, c'est Laurence Tubiana, rejetée par LFI parce que trop «Macron compatible».

Est-ce la seule raison du rejet de Laurence Tubiana par LFI ?

Il y a peut-être aussi une différence de compréhension de la société civile. Quand LFI l'évoque, il y a plus un imaginaire de société civile militante, contestataire. Là où les autres membres du Nouveau Front populaire sont plutôt orientés vers une image plus gestionnaire, de technicien et d'expert au-dessus des partis.

Est-ce une erreur de voir la société civile comme des potentiels sauveurs d'un moment de crise politique ?

Pour moi, il y a une dimension illusoire, un mythe de voir la société civile comme solution à chaque crise. Un parti politique, s'il fonctionne bien, se régénère à partir d'acteurs de la société civile automatiquement. Les gens ne viennent pas de nulle part. Ça ne veut pas dire que la société civile n'est pas pourvue de qualité et d'intérêt, mais j'ai presque envie de dire, à chacun son job. C'est une actrice intéressante en termes de contre-pouvoir, qui va fournir des idées, qui va contester, qui va s'opposer et qui va aussi peut-être pousser à la négociation. Et puis les acteurs de la société civile ne sont simplement pas neutres. Ils s'engagent, se mobilisent et sont donc aussi des acteurs politiques, au sens premier du terme, sauf qu'ils ne sont pas encartés. Vouloir capter une perle rare, au-dessus des partis qui plairait à tout le monde, c'est un peu un serpent qui se mord la queue. On finira bien par trouver à ces acteurs de la société civile une proximité avec l'un ou l'autre élément du NFP.

N'est-ce pas un symptôme de la crise de la démocratie ?

C'est sûr que la figure de l'expert avec sa scientificité, sa maîtrise des dossiers est une réponse aux attentes des électeurs qui ont l'idée du «tous pourris» dans une ère néopopuliste. Plus encore, cette invocation sempiternelle de la société civile pour régénérer le système politique, c'est l'expression d'une méfiance du système politique par les acteurs du système eux-mêmes. C'est aussi une manière de flatter le peuple et je pense que cela contribue à alimenter une vision plutôt négative du monde politique actuel.

D'où vient ce mythe de la société civile comme solution à la crise ? Est-il de plus en plus présent ?

Il y a des racines profondes. Des figures illustres de la société civile ont fini ministres comme André Malraux sous De Gaulle. Sans remonter trop loin, c'est aussi vieux que la Ve République. Pour autant, il me semble que ce rôle de la société civile comme actrice pour dépasser les clivages et de régénérer la classe politique, a connu une accélération au cours de ces dix dernières années avec Emmanuel Macron. Quand il s'est fait élire, en 2017, il y a eu une vague de réflexion et de mobilisation de la société civile d'autant que beaucoup des acteurs d'En marche étaient des gens issus de cette société civile, sans expérience politique. L'idée était de renouveler la classe politique, avec des experts, pour laver plus blanc. C'est une conception assez similaire de celle du NFP. Quand Olivier Faure a justifié la candidature de Laurence Tubiana, il souligne son expérience, sa connaissance des dossiers, il y a une valorisation de la compétence. Mais la comparaison s'arrête là, car le NFP s'est fait élire sans tête de gondole et voit la société civile comme une solution technique une fois l'élection passée. Alors que Macron, lui, c'était la tête de gondole qui s'appuie sur la société civile. Ce n'est pas la même chose. Si on sort du cas français, dans bien des sociétés on essaye de sortir de ces impasses politiques par des gouvernements d'experts.

Plusieurs acteurs politiques ont donc une définition propre de la société civile...

La notion de société civile est excessivement floue. Elle est d'autant plus populaire qu'elle est floue, ou d'autant plus floue qu'elle est populaire. Le monde politique a tendance à faire appel à la société civile dans son discours pour parler de gens qui ne sont pas du sérail, qui sont en dehors des partis et du monde politique. Mais il y a des conceptions particulières de la société civile, et il y a trois façons de l'appréhender. D'abord, la notion émerge à l'Antiquité, pour parler de l'organisation, la manière de gérer, d'organiser, de pacifier la société civile quand elle évite tous les conflits, toutes les oppositions. Une société civile est donc une société apaisée. Mais la conception la plus populaire, et à laquelle on fait le plus souvent référence,

c'est une société civile comme contre-pouvoir. Un ensemble d'acteurs qui joue un rôle face aux monarques, aux chefs d'Etat, aux souverains, à un gouvernement. Et donc, le contre-pouvoir peut s'exercer dans la rue, dans un institut associatif plus ou moins dense, avec des citoyens qui sont confiants de leurs droits et qui se mobilisent pour éviter des dérives autoritaires. Enfin, il y a une troisième conception, qui fait référence également à un tissu associatif, mais comme un tiers-secteur, c'est-à-dire une série d'acteurs qui fournissent des services à la population que ni l'Etat ni le marché ne peuvent fournir. Mais on voit bien que personne dans le milieu politique ne fait vraiment référence à cela.

Que se passe-t-il après un gouvernement d'experts ?

Je ne sais pas. Mais si on prend le cas de l'Italie, on a plutôt basculé vers des gouvernements d'extrême droite. Dans des régimes d'Europe de l'Est, il y a eu, là aussi, une flambée d'extrême droite après des gouvernements de société civile dans la période post-soviétique. Il y a effectivement le risque du «on a tout essayé, même les experts». Et après eux, il ne resterait que l'extrême droite comme dernière alternative.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)